

## Bruno Drewski

Maitre de conférences, Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), directeur de la revue *La Pensée Libre*



# ALIGNEMENT DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE EUROPÉENNE SUR CELLE DES ÉTATS-UNIS

---

Cet article décrit le mécanisme adopté par les États-Unis pour exercer une hégémonie sans contrôle sur ses alliés européens. La dynamique des sanctions à l'encontre de la Russie à l'occasion de la guerre en Ukraine se révèle en fait un système de contrainte et d'affaiblissement des États de l'Union européenne et principalement de l'Allemagne et, dans une moindre mesure, de la France. Tous les secteurs sont ainsi touchés principalement économique et stratégique. Les institutions et les responsables de l'Union européenne viennent soutenir cette stratégie d'outre-Atlantique en raison de la synergie historique existant avec Washington, ceci des pères fondateurs aux responsables actuels, la plupart young leaders, dépendants individuellement de l'influence américaine en Europe. La raison en est la volonté américaine de ne pas se trouver en situation de périphérisation par rapport à la dynamique continentale eurasiatique possédant aujourd'hui la plus grande pertinence géopolitique.

**Mots clefs :** Allemagne, États-Unis, Eurasie, Élités politiques, Gaz de schiste, Hégémonie culturelle, Influence, Russie, Sanctions, Union européenne

*This article describes the mechanism used by the United States to exercise unchecked hegemony over its European allies. The dynamic of sanctions against Russia in the context of the war in Ukraine is in fact a system of coercion and weakening of EU states, mainly Germany and, to a lesser extent, France. All sectors are thus affected, mainly economic and strategic. The institutions and leaders of the European Union support this strategy from across the Atlantic because of the historical synergy with Washington, from the founding fathers to the current leaders, most of whom were « young leaders », individually dependent on American influence in Europe. The reason for this is the American desire not to find itself in a situation of peripheralization in relation to the Eurasian continental dynamic that has the greatest geopolitical relevance today.*

**Key words:** Cultural Hegemony, Eurasia, European Union, Germany, Influence, Political Elites, Russia, Sanctions, Shale Gas, USA.

---

LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE avec la généralisation et l'exacerbation de sanctions extrêmes prises par l'Union européenne et ses gouvernements membres, et visant des pays ciblés pour des raisons politiques possède plusieurs caractéristiques qui se révèlent au final étonnantes :

- ces sanctions sont censées cibler la Russie, comme les précédentes sanctions sont censées viser l'Iran, la Syrie, Cuba et plus d'une dizaine d'autres pays ;
- mais ces sanctions visent dans les faits au moins aussi souvent et même parfois plus souvent les intérêts des entreprises européennes et des populations européennes ;
- au moment où, de leur côté, les États-Unis poursuivent, et parfois même augmentent là où c'est nécessaire pour leur économie, leurs propres échanges avec la Russie ou avec d'autres pays qu'ils ciblent en principe.

Il est donc important de poser la question du but ultime des politiques de sanctions, et de l'ennemi qui est réellement visé par les États-Unis, puisqu'il est certain que la dynamique des sanctions de par le monde depuis plusieurs décennies a incontestablement une origine outre-Atlantique.

## **Quels objectifs, quelles causes, quels effets des politiques de sanctions ?**

La crise actuelle entre la Russie et les pays de l'OTAN avec l'utilisation de l'outil des sanctions à un niveau inégalé nous permet de remonter le temps, d'analyser avec recul et avec un regard beaucoup plus acéré tout le processus qui a mené à ces sanctions successives, à ces blocus et à ces stigmatisations de la part des États européens contre des États très différents, Russie, Iran, Syrie, Cuba, Biélorussie, Corée (nord), Venezuela, Yémen, Zimbabwe, Irak, Chine, etc. Nous avons en effet aujourd'hui atteint un sommet dans les tensions internationales qui devrait faire réfléchir tout être humain doté d'une capacité d'analyse rationnelle.

Les États-Unis affrontent désormais officiellement et directement dans le monde une vingtaine d'États et, à chaque fois, après quelques hésitations que l'on peut observer dans le cas de l'Iran, de Cuba ou du Venezuela par exemple, les pays membres de l'UE, se sont finalement alignés officiellement ou non sur ces politiques de marginalisation des ennemis déclarés de Washington. Cette dernière affronte aujourd'hui avant tout trois pays : Russie, Iran, Chine. La logique stratégique voudrait que les États-Unis cherchent à séparer l'un de l'autre ces trois ennemis au lieu de les cibler ensemble, alors que, dans les faits, ils les poussent à

se rapprocher en soutenant une logique de bloc, visant avant toute autre chose à garantir le soutien en leur faveur des petites puissances de l'UE, du Japon, des autres pays anglo-saxons et de leurs alliés ou protégés directs. Ce qui pose la question de savoir qui sont les réels adversaires de Washington, et dans quel ordre d'importance.

La logique économique voudrait en effet d'un autre côté que les pays européens coopèrent avec chacun des trois pays cités plus haut et qui subissent des sanctions diverses qui sont à la fois commerciales et scientifiques mais qu'on ne peut analyser sans recourir à des facteurs géoéconomiques, puisque l'Europe a un accès continental direct à ces pays d'Eurasie et d'Asie alors que les États-Unis, vu d'Europe, occupent une place périphérique. On voit donc à ces contradictions que les États-Unis visent certes à exclure (et peut-être à terme à conquérir ?), Russie, Iran, Chine du cercle des nations coopérant avec eux mais que leur principal souci présent se trouve en Europe, dans leur propre camp dont il faut d'abord garantir la soumission avant même de pouvoir viser réellement leurs adversaires extérieurs.

Ce qui explique pourquoi, au lieu de profiter par exemple, de la concurrence potentielle qui peut exister sur le marché du gaz et du pétrole entre Russie et Iran, les Européens appliquent des sanctions qui augmentent les prix de l'énergie et qui frappent en premier lieu eux-mêmes. La politique nord-américaine de sanction empêche donc les Européens de jouer sur la concurrence pour les bénéfices de leurs propres économies. Du coup, au lieu de baisser, les coûts de l'énergie augmentent, ce qui menace l'approvisionnement de l'Europe et la rend encore plus dépendante d'une énergie encore plus chère, celle du gaz de schiste nord-américain. Sachant que les autres pays producteurs de gaz ne sont pas en état d'augmenter de manière substantielle leur propre production.

C'est donc non pas sur le registre des intérêts économiques que les pouvoirs au sein de l'UE et donc aussi de l'OTAN peuvent légitimer la politique de sanctions et de guerre froide visant les pays exclus du « centre occidental ». D'où la nécessité de faire appel à des arguments idéologiques, les droits de l'homme, les droits de la femme, les droits de minorités réelles ou inventées, etc. couplés avec la peur agitée de « menaces » que représenteraient des pays comme l'Iran, la Russie, la Corée, etc. Or, tout observateur un tant soit peu réfléchi ne peut que balayer d'un revers de main cette argumentation idéaliste, vu l'état souvent bien plus lamentable de ces droits dans de nombreux États portés à bout de bras par Washington et les puissances européennes, pétromonarchies absolutistes, Turkménistan, Azerbaïdjan, Israël, Égypte, Soudan, Ruanda, Colombie, etc. pour ne donner que quelques exemples. Quant aux menaces, pour ce qui est de la bombe atomique, il est clair

que depuis 1948, Israël représente un foyer de guerre et de menaces récurrentes bien plus durables que n'importe lequel des États visés par les sanctions et les stigmatisations. Quant au nombre d'agressions armées, les pays dénoncés par Washington et les responsables européens n'ont pas participé, ou ont joué un rôle mineur, dans la liste des conflits des dernières trente années, Yougoslavie, Irak, Libye, Yémen, Gaza, Syrie, et Donbass depuis 2014. Il nous faut donc aller chercher ailleurs les raisons fondamentales qui expliquent pourquoi on nous présente une liste d'États cibles. Des pays ayant des économies qui s'avèrent par ailleurs potentiellement capables de par leur développement économique même de repousser vers la périphérie l'Amérique du nord et de promouvoir des modes de développement qui ne sont pas forcément axés sur le noyau d'un complexe militaro-industriel.

Nous constatons donc que les pays décideurs au sein de l'UE ne défendent ni leurs intérêts économiques propres ni leurs valeurs morales affichées lorsqu'ils se lancent dans des politiques d'intervention, d'ingérence, de blocus ou de sanctions. On peut remarquer par contre qu'ils suivent, parfois après quelques hésitations fugaces, des politiques ayant leurs sources à Washington ou à Wall street et qui correspondent, elles, très exactement aux intérêts des secteurs militaro-industriel, chimico-pharmaceutique, agro-industriel et énergétique des grandes firmes transnationales qui sont surtout basées outre-Atlantique... et dont les intérêts ne correspondent d'ailleurs pas forcément à ceux de la masse des habitants des États-Unis, d'où les phénomènes de mécontentement qui donnent naissance là-bas à des mouvements « populistes » du style *Tea Party* ou Trump mais aussi à l'essor récent des idées socialistes au sein de la jeunesse d'Amérique du nord.

Cette situation ne date pas d'hier, le président Eisenhower l'avait déjà mentionnée dans son discours de départ, mais elle s'est nettement renforcée depuis 1991, quand l'Union européenne s'est retrouvée sans contrepoids face à son protecteur, en même temps que ses industries se retrouvaient engluées dans une logique néolibérale du tout marché « ouvert » qu'elle ne maîtrisait pas puisqu'elle était liée au règne du dollar et de « *Terms of trade* » concoctés à Wall street, et que le capitalisme tardif, virtuel et financiarisé se retrouvait placé dans une logique de fuite en avant mondialisée de moins en moins productive.

Tous les pays européens ont suivi l'un après l'autre la politique anglo-américaine thatchérienne des « *reaganomics* », même si l'Allemagne a su alors garder en partie sa capacité productive qui lui a assuré une place hégémonique au sein de l'Union européenne, en partie à cause de ses accords commerciaux avec la Russie et la Chine. C'est donc à l'Allemagne que les États-Unis s'attaquent aujourd'hui

en priorité puisque c'est elle qui est en position dominante sur le théâtre européen et qu'il faut donc dans ce contexte géographique inventer l'idée de « l'entre-trois-mers » (*Trimarium*) comme cordon sanitaire coupant l'Allemagne et l'Europe de son arrière eurasiatique et asiatique.

Tout cela pose la question de comprendre comment se fait-il que des pays en principe indépendants peuvent mener des politiques à l'opposé de ceux de leurs élites économiques et de leurs peuples. Ce qui nous amène à constater que, en Europe, le ver nord-américain était dans le fruit non pas depuis 1991 mais depuis au moins 1945<sup>1</sup>. Il est clair que, c'est à ce moment-là que, puissance occupante, les États-Unis, ont maîtrisé le processus de construction des nouveaux États reconstitués au sortir de la guerre, en Allemagne et en Italie bien sûr, mais aussi dans plusieurs autres pays « alliés ». En France, il avaient aussi prévu la création d'un gouvernement d'occupation avec dollar d'occupation, l'« *AMGOT* »<sup>2</sup>, mais l'enracinement de deux forces locales, le gaullisme et le parti communiste, ont alors permis de freiner ces ardeurs hégémoniques. Néanmoins, la reprise en main des milieux pétainistes liés à la politique de collaboration pendant l'occupation nazie et la longue période de guerre coloniales, de 1946 à 1962, ont contribué à maintenir en France des réseaux de pouvoir qui s'en remettaient aux États-Unis pour perdurer... et qui finalement, vont leur permettre de reprendre pied dans la politique française, alors que les défenseurs d'une « spécificité » française, à droite comme à gauche, voyaient leurs positions s'effriter après les deux chocs successifs de 1968-69 puis de 1989-91<sup>3</sup>. À quoi il faut ajouter l'immense rôle de l'hégémonie culturelle américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, hégémonie mentale qui rapportait aussi de gros bénéfices financiers à ses promoteurs. On doit à ce sujet mentionner les informations que nous a procurées le journaliste allemand Udo Ulfkotte<sup>4</sup> et les études qui, par exemple, permettent de voir le rôle joué en France par l'EHESS/MSH pour promouvoir une « gauche américaine » pouvant contrer le CNRS dans le domaine de la recherche, et à la fois le gaullisme et le communisme dans le monde intellectuel. D'ailleurs, nous savons aujourd'hui que le projet

1. D. Artaud, *L'Amérique depuis 1945*, Paris, Seuil, 2000 ; Richard Kuisel, *L'américanisation de la France (1945-1970)*, <https://journals.openedition.org/ccrh/2889>; D. Barjot, C. Réveillard, *L'américanisation de l'Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle. Mythe et réalité*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2002.

2. *Allied military government of occupied territories*.

3. E. Branca, *L'ami américain*, Paris, Perrin, 2017 ; F. David, *John Foster Dulles, Secrétaire d'État, Cold Warrior et Père de l'Europe*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne (PUPS), 2011 ; P. Melandri, *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. (1945-1954)*, Paris, Pedone, 1980.

4. Udo Ulfkotte, *Gekaufte Journalisten — Wie Politiker, Geheimdienste und Hochfinanz Deutschlands Massenmedien lenken*, Rottenburg am Neckar, Kopp Verlag, 2014.

d'Union européenne a dès le début été promu aux États-Unis d'une telle façon que cela reprenait pour les Allemands les habitudes mentales issues du Saint-empire romain germanique dont les contradictions internes et les blocages institutionnels le rendait ingouvernable, propre à être englué en permanence dans des tensions internes insolubles. Rappelons que les pères de l'Europe, en France, Jean Monnet et Robert Schuman, étaient des ennemis du gaullisme et bien entendu du communisme, et que Walter Hallstein, pour l'Allemagne de l'ouest, avait été le juriste du « nouvel ordre européen » hitlérien avant de s'atteler aux institutions bruxelloises.

Les élites intellectuelles, culturelles, scientifiques, économiques indépendantes par rapport à ces cercles d'influence, comme l'opinion publique des sociétés européennes, sont souvent bien conscientes du caractère stérilisateur du fonctionnement de l'OTAN, comme gendarme, et de l'UE, comme contrôleur économique, mais aussi du caractère contre-productif par rapports à leurs intérêts des politiques de marginalisation, d'exclusion, de sanctions et de blocus visant Iran, Russie, Biélorussie, Cuba, Chine, etc. Ce que l'on observe en analysant de façon approfondie les enquêtes d'opinion. Il en va de même si l'on entend ce que disent *mezzo voce* beaucoup de diplomates, de policiers, de militaires, d'anciens cadres des services secrets, même si les filières OTAN ou UE ouvrent des perspectives de promotion alléchantes. Mais les structures existantes sont là pour bloquer toute voie dissidente en leur sein.

Ce qui contribue à l'accélération des tensions et donc de l'histoire, et ce à quoi nous assistons en ce moment, soit le fait que la crise mondiale actuelle est celle de toute « l'économie virtuelle mondialisée » et de sa monnaie porteuse, le dollar. Donc si les États-Unis ont réussi à contrôler leurs vassaux et à exclure leurs concurrents potentiels, ils se retrouvent eux-mêmes, après trente ans de politiques néolibérales sans contrepoids, dans la situation bien connue dans l'histoire d'un empire bloqué par sa propre extension, gangréné par des structures administratives gigantesques et immobilistes et en voie de stagnation, donc à terme de décadence. Ce qui implique pour eux de mener des politiques de tensions et de guerres permanentes pour préserver une domination acquise qui n'a plus aucun sens et que les vassaux quitteraient s'ils n'étaient pas sous pression permanente, dans une logique de guerre contre des ennemis en partie au moins imaginaires<sup>5</sup>.

---

5. Vt. récemment, C. Harbulot (dir.), *Comment les États-Unis contribuent-ils à affaiblir l'économie française ?*, coll. « Rapport d'alerte », Paris, École de guerre économique (EGE), 2021, 181 p.

## Où se trouve l'Europe ?

L'Europe, comme nous devrions le savoir, n'est pas à proprement parler un continent puisque c'est une péninsule de l'Asie et que, avec les développements technologiques récents dans les domaines des transports, ce fait géographique prend de l'importance par rapport aux périodes plus anciennes où les voies intracontinentales n'étaient pas vraiment en état de concurrencer les voies maritimes. Et ce sous-continent européen est aussi le voisin direct, par la Méditerranée, de l'Afrique et de l'Asie occidentale. La « dérive » nord-atlantique de la civilisation européenne partie des rives de la Méditerranée au cours des derniers siècles est une dérive de fait anglo-saxonne, qui est en train de perdre une partie de son dynamisme originel. Et les États-Unis savent bien qu'ils sont menacés de périphérisation dans le cas d'un développement continu de l'Asie orientale, de l'Asie occidentale et des pays de l'intérieur de l'Eurasie. Les pays européens ont donc désormais à nouveau une marge de manœuvre, voire une alternative, qui s'ouvre à eux par rapport à l'Amérique, ce qui explique, en réaction, la brutalité des politiques de sanctions et de guerres menées depuis 1991, car, auparavant, dans le cadre du monde bipolaire, les puissances maritimes insulaires bénéficiaient d'atouts importants par rapport aux forces continentales qui, elles, à l'époque, étaient dans une situation de périphérie.

Le seul moyen donc de bloquer l'évolution « naturelle », géoéconomique et géopolitique, de l'Europe à l'heure des nouvelles technologies des transports et des communications la poussant vers l'Eurasie (Russie et voisins), l'Asie occidentale (Iran et voisins), l'Asie orientale (Chine et voisins) et l'Afrique, ce sont les murs, les sanctions, les blocus et les guerres. Et pour y arriver il faut maintenir coûte que coûte l'hégémonie du dollar et du système *SWIFT*, en jouant non pas sur les industriels ou les classes travailleuses européennes qui sont objectivement opposées à cette politique, mais sur les agents d'influence et leurs réseaux implantés depuis 1945, dans le domaine culturel, dans le domaine médiatique (le « monde virtuel »), dans les partis politiques, dans les administrations, dans les forces sécuritaires et militaires, etc. On doit rappeler que l'immense majorité de l'espionnage économique que nous constatons en Europe vient d'outre-Atlantique alors que les répressions de ces phénomènes sont quasi-inexistantes et que les médias abordent très rarement cette question. Ce qui ne peut pas être dû au hasard<sup>6</sup>.

---

6. Vr. not. C. Harbulot, L. Laurent, N. Moinet, *Guerre économique. Qui est l'ennemi ?*, Paris, Centre de recherches 451, École de guerre économique (EGE)/Nouveau monde éditions, 2022, 220 p. ; M. Leblanc-Wöhler, « Le droit, arme économique et géopolitique des États-Unis », *Politique étrangère*, 2019, Hiver, n° 4, p. 37.

Les pays européens n'ont pas, malgré des résistances populaires et nationales « souverainistes » çà et là, aux postes de commandes des dirigeants permettant de répondre aux intérêts collectifs de leurs sociétés, et c'est donc aussi ce qui explique que les dénonciations des politiques de sanctions visant entre autres l'Iran, la Syrie ou la Russie se perdent la plupart du temps dans le désert. Parce que les élites en Europe ne veulent ou ne peuvent pas prendre les moyens d'être autonomes ce qui leur permettraient de se dégager du chantage permanent du droit extraterritorial proclamé sur les bords du Potomac, et que toute l'humanité a intérêt à voir disparaître. Quoiqu'on puisse penser par ailleurs de tel ou tel régime politique d'un pays cible ou d'un autre.

Tous les observateurs de la scène économique sont aujourd'hui d'accord sur le fait que le système dominant mondialisé est dans une crise profonde, existentielle, et qu'il n'y a d'autre issue que dans la reconstruction de politiques développementalistes, productivistes, de réindustrialisation. Bien sûr en tenant compte de la question du nécessaire équilibre environnemental, mais à préserver de façon dynamique et non pas statique ou régressive comme les théoriciens « néo-malthusiens » du réchauffement climatique voudraient trop souvent nous l'imposer aujourd'hui. Une politique de réindustrialisation et de relocalisation est la condition indispensable d'un redémarrage de nos sociétés européennes en même temps que c'est aussi l'intérêt de tous les peuples ciblés par les politiques de sanctions. Mais si, dans le cas de l'Iran ou de la Russie, nous constatons que ces pays ont des perspectives de développement alternatives même si cela peut être coûteux pour eux à court terme, dans le cas des pays européens, les politiques de sanctions risquent de les éjecter définitivement du train de l'histoire.

Aujourd'hui, on le constate avec les votes à l'Assemblée générale des Nations Unies sur les sanctions visant la Russie, 85 % de l'humanité représentée par leurs États, est en train de prendre de la distance avec le « bloc occidental » qui prétendait s'appeler jusqu'à récemment « la communauté internationale ». Les positions prises visant le dollar de pays aussi différents que l'Inde, l'Arabie saoudite, le Brésil, les demandes d'adhésion aux BRICS+, au Mouvement des États non alignés, à l'Organisation de coopération de Shanghai, etc., tout cela démontre, pour ceux qui sont encore capables de voir et de regarder, que dans le monde s'opère un basculement considérable qui tend vers la multipolarité et la limitation des capacités d'influence des États-Unis. Les peuples européens voient donc s'ouvrir devant leurs yeux un « continent alternatif » sur lequel ils peuvent s'appuyer pour rééquilibrer les rapports internationaux, dans le domaine économique, politique, sécuritaire. Pour cela, il leur faut d'abord sortir du carcan mental qui a poussé au xx<sup>e</sup> siècle les élites européennes



à voir « l'Occident » comme étant placé définitivement au centre du monde ce qui a amené certains vers des politiques de collaboration avec le puissant Occidental du moment, hier l'Allemagne nazie, aujourd'hui les États-Unis. Le développement de courant alternatif, par principe multipolaire et donc opposée à la logique même des sanctions, est dans l'intérêt des peuples du monde, européens et américains compris, d'où, faute d'élites intellectuelles porteuses de ces projets dans de nombreux pays, l'émergence de ce que l'*establishment* du système unipolaire appelle avec mépris les « populismes ». Courants certes hétéroclites et parfois menaçant, mais représentatifs de quelque chose de bien plus profond, du désir de tous les peuples et de tout être humain de maîtriser son destin ici et maintenant, et à terme du désir d'égalité dans les coopérations internationales et nationales. ■

### Orientation bibliographique :

---

- Louis Adam, <https://www.zdnet.fr/actualites/espionnage-economique-des-entreprises-les-etats-unis-ne-desarment-pas-selon-la-dgsi-39876475.htm>
- Bruno Drweski,
  - 1/ « Le conflit Russie-Ukraine : contexte mondial et facteurs locaux », *La Russie sans œillères. Du conflit en Ukraine au tournant géopolitique mondial*, Paris, Delga 2022, p. 13-28.
  - 2/ « L'isthme Baltique-mer Noire (Ukraine, Biélorussie, Pologne, Hongrie...) ou le point de blocage idéal du processus de coopération Asie-Eurasie-Europe », *La Russie sans œillères. Du conflit en Ukraine au tournant géopolitique mondial*, Paris, Delga, 2022, p. 307-320.
- Richard Kuisel, *L'américanisation de la France (1945-1970)*, <https://journals.openedition.org/ccrh/2889>
- A. Garapon et P. Servan-Schreiber (dir.), *Deals de justice, Le marché américain de l'obéissance mondialisée*, Paris, Puf, 2013.
- Marion Leblanc-Wöhrer, « Le droit, arme économique et géopolitique des États-Unis », *Politique étrangère*, Hiver, n° 4, 2019, p. 37.
- Tamara Kunanayakam,
  - 1/ « La 'nouvelle guerre froide' ou 'la guerre impossible' », *La Chine sans œillères. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir...*, Paris, Delga 2021, p. 29-50.
  - 2/ « Le jour où le vaste monde s'est rebellé », *La Russie sans œillères. Du conflit en Ukraine au tournant géopolitique mondial*, Paris, Delga 2022, p. 231-264 (vr. aussi Annexes, p. 321 - 340)
- Domenico Moro, *Le groupe Bilderberg. « L'élite » du pouvoir mondial*, Paris, Delga 2014, 238 p.
- Nicholas Mulder, *The Economic Weapon: The Rise of Sanctions As a Tool of Modern War*, Yale University Press, 2022.
- Udo Ulfkotte, *Gekaufte Journalisten - Wie Politiker, Geheimdienste und Hochfinanz Deutschlands Massenmedien lenken*, Rottenburg am Neckar, Kopp Verlag, 2014.